fr | de

Press release | 11.02.2015

Conseil européen

Prendre ses désirs pour des réalités ou prendre en compte la réalité

A la veille du Conseil européen consacré à la lutte contre le terrorisme, l'Ukraine, le renforcement de la coordination économique et le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire, le Président du groupe Verts/ALE, **Philippe LAMBERTS**, a déclaré lors de la plénière du Parlement réuni à Strasbourg :

« Force est de reconnaître que la séquence que traverse l'Union européenne est particulièrement critique. La menace terroriste et la crise ukrainienne sont venues s'ajouter à l'enlisement du continent dans la crise économique et sociale. Un continent où les individus ne parviennent plus à se reconnaître dans un projet qui ne leur semble pas destiné et où la promesse de prospérité partagée s'est transformée en privilèges pour une minorité.

Pour l'heure, les gouvernements européens se sont avant tout distingués par leur gesticulation inefficace au lieu de privilégier une approche méthodique pour trouver des solutions.

Le bras de fer entre le nouveau gouvernement grec et ses partenaires européens est un exemple. Tous savent parfaitement que la sortie de la Grèce de la zone euro n'est pas une solution et que la dette grecque n'est objectivement pas remboursable sans négociation d'un « nouveau contrat » dans les mois qui viennent. Derrière les discours savants sur la « soutenabilité » de cette dette, les choses sont en réalité très simples : Une dette n'est soutenable que si son remboursement ne se fait pas au détriment des droits les plus élémentaires que sont l'accès au soin, au logement, à l'éducation ...

Or rien dans la législation actuelle (1) n'interdit à un nouveau gouvernement d'actualiser son cadre budgétaire selon de nouvelles priorités d'action. Et il est déplorable que les gouvernements aient reporté d'un an la révision de la Stratégie UE2020. Celle-ci devrait être réalisée dès maintenant en la couplant à celle du six/two-pack pour rendre ses objectifs sociaux et environnementaux aussi contraignants que les objectifs budgétaires.

Jusqu'ici les forces politiques dominantes en Europe se sont manifestées par l'emballement sans tenir compte

des réalités. Aux prévisions raisonnables ils ont substitué des paris démesurés. Ce fut le cas pour le programme d'assistance à la Grèce mais c'est également vrai pour les hypothèses et les attentes relatives au plan Juncker ou au "quantitative easing" de la Banque centrale européenne.

Oui la Grèce doit agir pour mettre fin aux privilèges de l'oligarchie, aux dépenses militaires disproportionnées, à l'évasion fiscale. Un dernier aspect qui concerne toute l'UE comme l'ont prouvé les scandales fiscaux Luxleaks ou Swissleaks. Mais si jusqu'ici les leaders européens se sont avant tout préoccupés des créditeurs et de leur monnaie, aujourd'hui ils sont attendus sur des propositions concrètes qui se focalisent sur leurs concitoyens."

(1) La directive du six pack / Ford (les exigences applicables aux cadres budgétaires des États membres) stipule que (Article 11): "Aucune disposition de la présente directive n'empêche un nouveau gouvernement d'un État membre d'actualiser son cadre budgétaire à moyen terme de manière à tenir compte de ses nouvelles priorités d'action. Dans ce cas, le nouveau gouvernement souligne les différences avec le précédent cadre budgétaire à moyen terme."

Recommended

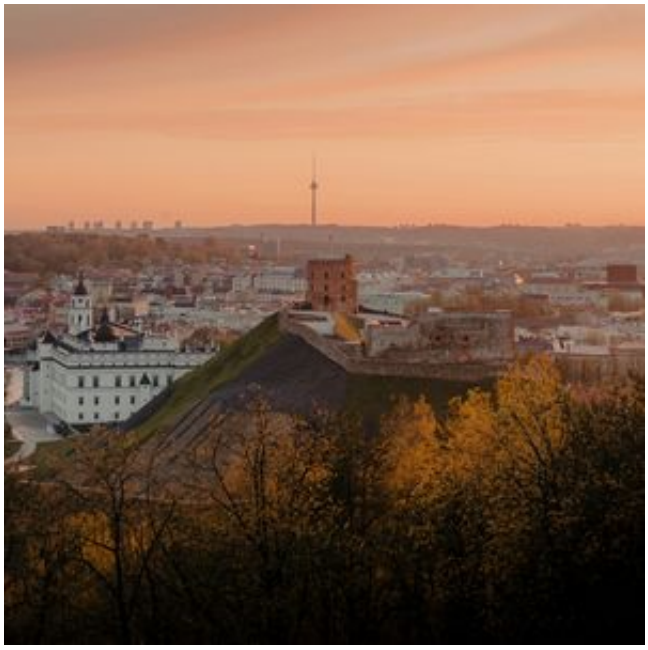
Press release



[Ukrainian children in Russia: Parliament to call for u…]

11.11.2026

Press release



[Greens/EFA in Vilnius: Lithuanian Presidency must lead…]

05.11.2026

Press release

@gettysignature



[U-turn by Conservatives and Social Democrats Puts Jobs…]

04.11.2026

Press release

Image by joakant from Pixabay



The World must triple efforts to save nature

29.10.2026

Responsible MEPs



Philippe Lamberts

Member

Contact person



Guendalina De Sario

Press & Media Advisor FR-IT-ES (for French, Italian and Spanish press)

Please share

- E-Mail